

N°7 – Septembre 2000

La série : « Sens et non sens de l'action solidaire » a pour double objectif de :

- resituer la problématique du SENS dans le cadre de la crise du projet de société, hérité de la modernité
- proposer certains concepts pour décrypter les défis que cette crise du sens au sein des sociétés modernes, pose à L'ACTION COLLECTIVE

Après avoir exploré dans le Rebonds n°2, le contexte de la crise du SENS dans les sociétés modernes, ce numéro explore la crise de la militance qui en résulte. L'heure n'est plus aux revendications collectives, héritées des grands mouvements sociaux du XIXème siècle. Un autre mode d'engagement citoyen est à inventer au sein des sociétés dites « post-modernes ».

De la militance à l'engagement, tel est l'itinéraire proposé dans cette modeste contribution.

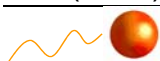
Sens et non sens de l'action solidaire

(2) De la militance à l'engagement

DANS CE NUMERO

L'association « Justice et Paix » a émis le désir de travailler sur l'évolution des modèles de militance.

Ce numéro de Rebonds reprend le texte martyr qui a été proposé par Muriel Ruol au groupe de travail animé par Gérard Fourez pour amorcer la réflexion sur ce sujet, au cours du premier semestre 2000.



On assiste aujourd'hui à une crise profonde de l'action collective. Les repères et les outils d'analyse qui guidaient, hier encore, les acteurs sociaux dans leurs pratiques d'émancipation sociale et dans leur quête d'un monde meilleur sont aujourd'hui profondément remis en question. Notre groupe a pris ce constat comme point de départ de sa réflexion. La déstabilisation des repères de l'action sociale appelle en effet une réflexion de fond sur la recomposition des enjeux de société et la nécessaire transformation des modèles de militance qui doit l'accompagner.

Déstabilisation des repères de l'action sociale : essai de typologie

Si dans les années soixante, les militants avaient le sentiment de disposer des outils d'analyse pertinents pour comprendre ce qu'ils faisaient, ce qu'il fallait faire et à qui s'allier ou dans quel mouvement institutionnalisé s'engager, aujourd'hui c'est la confusion qui semble régner. Même si, comme le notait Gérard, il convient de nuancer cette première impression, en l'épurant de l'illusion rétrospective que pour les acteurs d'hier tout apparaissait clairement, il n'en reste pas moins que le risque inhérent à toute prise de parole et tout engagement social apparaît aujourd'hui dans toute son acuité.

Face à la situation contemporaine, plusieurs attitudes sont possibles qui caractérisent différents acteurs, le groupe en a isolé quatre :

Un premier groupe d'individus semble avoir perdu jusqu'au sens même de la révolte et de l'utopie. Préoccupés avant tout par leur avenir prochain et par des problématiques d'ordre plus individuel touchant leur environnement, ces individus semblent avoir renoncé à changer la société qu'ils se contentent d'habiter de la manière la plus confortable pour eux. On peut adjoindre à cette première catégorie, les individus qui déclinent l'action à l'intransitif. On participe à quelques actions pour se sentir vivant et acteur, mais on ne fait pas l'effort d'inscrire ces démarches dans une dynamique globale. L'action devient sa propre justification (*type 1*)

Une seconde catégorie regroupe un ensemble de « nouveaux acteurs ». Il s'agit des personnes qui conservent un certain sens des enjeux de société, mais envisagent toutefois leurs actions de manière plus ponctuelle que jadis. Prêts à se mobiliser pour des causes qui leur tiennent à cœur, ils ne semblent pas soucieux de poursuivre leurs engagements lorsque certains objectifs précis ont été atteints. Cette manière de s'intéresser, de manière semble-t-il plus sporadique, à des enjeux aussi divers que

les « sans-papiers », une maison de quartier, la situation en Bosnie ou enfin la Marche Blanche déroutent les militants « traditionnels » habitués à inscrire leurs actions dans la continuité d'un mouvement institué. Dans la mesure où ces actions sont en quête d'une cohérence globale, on peut parler d'un nouveau type d'action sociale (*type 2*).

Ce « nouveau type » d'acteurs entraîne dans son sillage, une nouvelle terminologie :

K Ces « acteurs » (et non plus « militants »)

K ne militent plus dans des institutions, ils se mobilisent.

K Ils préfèrent parler de leurs engagements multiples, plutôt que de leur militance.

Une troisième attitude est adoptée par le groupe des « militants souples » des organisations traditionnelles d'action collective [expression mise en circulation par le CIEP (MOC)]. Il s'agit des militants qui essaient de redonner un sens à leurs pratiques et de rejoindre les nouveaux publics (*type 3*).

Enfin, une quatrième catégorie regroupe les « militants lourds » de ces mêmes organisations. Lesquels refusent de s'adapter et préfèrent conserver avec nostalgie le patrimoine des heures glorieuses du mouvement (*type 4*).

K Remarque : Cet essai de typologie nous permet de mieux cerner le public visé par la démarche de notre groupe de réflexion. Tenter de rejoindre les groupes 1 et 4 semble en effet aussi improductif que vain. Selon nous, ce n'est qu'en réfléchissant à la cohérence des démarches initiées par les nouveaux acteurs (*type 2 et type 3*) que l'on pourra aujourd'hui travailler à la recomposition de l'action collective dans le contexte contemporain. C'est en tous les cas, ce défi qui motive notre participation à ce groupe de réflexion. Il serait en effet dommage d'en rester à une glorification nostalgique du passé et à un constat amer : « les jeunes ne s'intéressent plus à l'action collective ».

Vers une recomposition de l'action collective ?

A cet égard, il a été noté en réunion qu'il serait intéressant d'analyser la manière dont certains mouvements, plus marginaux il y a quarante ans, se sont progressivement stabilisés, pour constituer aujourd'hui une manière novatrice de faire de l'action sociale en prise sur les réalités du moment. En la matière, l'histoire du mouvement écologiste constitue un exemple paradigmatique. Reconstruire son histoire pourrait être une piste prometteuse pour notre travail en commun.

Une autre piste consiste à analyser la transformation des modèles de militance et la manière dont l'offre des organisations d'EP s'est modifiée en vue de faire face à des motivations et des publics en changement.

La transformation des modèles de militance ou comment faire face à des publics, des motivations en changement ?

Pour caractériser les demandes des publics rencontrés par les organisations d'EP, les mêmes adjectifs reviennent souvent : « ponctuel », « limité », « sporadique » et « concret ». Par ces termes, les intervenants signalent que les attentes explicitées par les publics portent souvent sur des apports limités qui prennent la forme d'appoint. Alors l'éducation permanente serait-elle devenue un processus d'appoint ? A l'arrière-plan de cette question provocatrice, une évidence à ré-interroger : militance rime-t-il nécessairement avec adhésion de long terme ?

N'avons-nous pas, caché dans un coin de notre tête, un modèle idéal de militance par rapport auquel la réalité actuelle nous semble en défaut, et qui nous

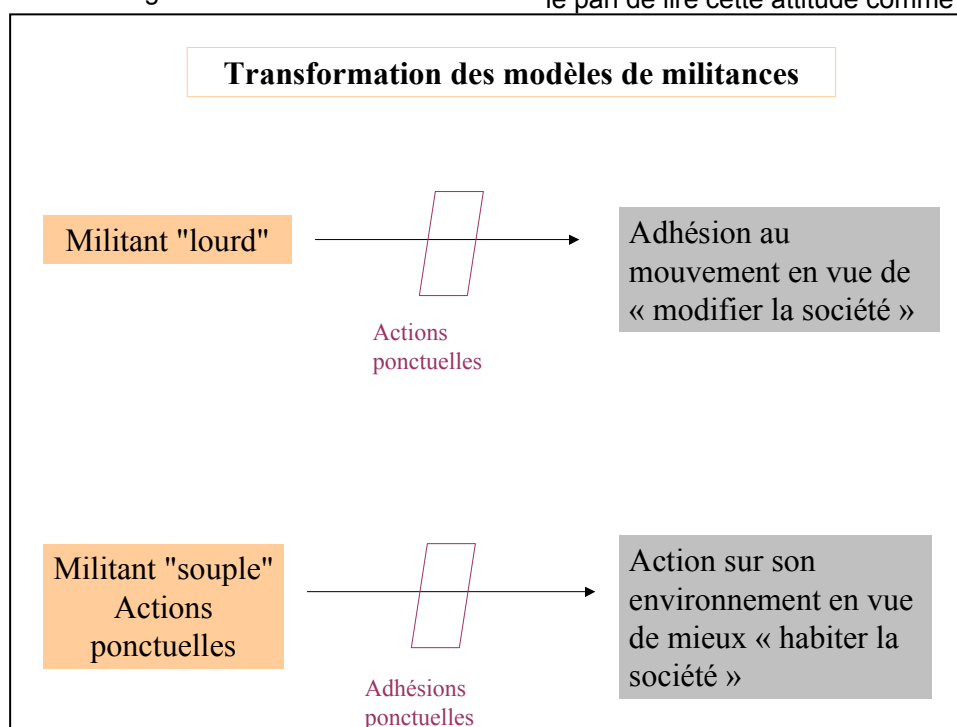
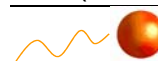
empêche de discerner un nouveau modèle à l'œuvre. Et si nous prenions le risque d'une rupture avec le modèle idéal ?

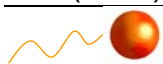
Pour nous aider dans cette démarche de rupture, un petit schéma est bien utile

Dans le schéma du « militant lourd », la militance est identifiée à l'adhésion de long terme. Le militant vise à transformer la société via une adhésion de long terme à un mouvement qui est porteur d'un projet de société. Les actions réalisées s'inscrivent toutes dans la ligne de ce mouvement.

Par contraste, le militant « souple » (qui représente les nouveaux publics de l'éducation permanente) est motivé par la transformation de son environnement immédiat. Il concrétise cet objectif en s'adressant à diverses organisations auxquelles il adhère ponctuellement, en fonction de leur capacité à apporter un appui à cet objectif. Autrement dit, l'acteur d'aujourd'hui vise à transformer son environnement immédiat via des adhésions ponctuelles. Bref, l'acteur d'aujourd'hui croise les organisations d'action sociale plus souvent qu'il n'y demeure, et il n'attend pas d'une appartenance monolithique la solution à ses problèmes. Cela ne l'empêche pas de s'engager dans des actions collectives, mais sans que s'impose une discipline d'appartenance.

Plutôt qu'un processus d'appoint, nous faisons le pari de lire cette attitude comme les





prémises d'une nouvelle cohérence de l'action collective en émergence. Nous invitons donc à un renversement de perspective :

« Nous (intervenants d'EP) ne sommes pas en train de perdre une cohérence, mais en quête de nouvelles formes de cohérence de l'action sociale ».

Dans ce contexte, le décalage entre le projet de société formulé par le mouvement et les nouvelles demandes qui émanent du terrain peut être lu comme un signal positif d'une quête de nouvelles pratiques permettant de rejoindre la cohérence qui émerge. Si bien que ce qui apparaît d'abord comme une perte du sens de la militance se révèle finalement comme la promesse d'une attitude d'une nouvelle cohérence de l'action collective.

Recomposition des enjeux de société : une hypothèse

On pourrait interpréter ce renversement comme une attitude volontariste, décidée à décrypter coûte que coûte une cohérence à l'œuvre dans les évolutions en cours. Bien qu'elle constitue un pari et une gageure, la lecture proposée ci-dessus repose sur d'autres bases que sur le désir de ne pas voir disparaître le monde de l'action collective. Il repose en effet sur une hypothèse quant à la recomposition actuelle des enjeux sociétaux. Hypothèse que nous ne ferons ici qu'évoquer (pour la développer plus tard, si le groupe y voit un intérêt). La crise de la militance dont nous venons de décrire fait en effet écho à une crise du sens et une crise du lien social qui ont été abondamment analysées par les sociologues et que l'on peut analyser schématiquement comme découlant de phénomènes de rationalisation sociale (autonomisation des sphères politique, culturelle, économique, financière) et culturelle (sécularisation, « désenchantement du monde ») liés à la modernité.

L'autonomisation des sphères financières, économiques, technologiques et scientifiques empêche en effet de définir un projet de société global, et rend moins repérables les enjeux de l'action collective dans ces contextes (Que l'on songe à la difficulté de cerner l'enjeu des décisions dans le domaine des systèmes financiers, ou en ce qui concerne le choix des technologies comme le nucléaire, etc....) La rationalisation possède

ainsi un double visage. Sa face positive renvoie à l'émancipation des préjugés, à l'avènement de l'autonomie et aux progrès de la rationalité ; au négatif, « perte de sens » et « perte de liberté » caractérisent les acteurs du monde désenchanté et rationalisé de la modernité tardive dont Weber prophétisait l'avènement, le comparant à une « cage d'acier ».

Nul ne sait encore, ajoutait-il, qui, à l'avenir habitera la cage, ni si, à la fin de ce processus gigantesque, apparaîtront des prophètes entièrement nouveaux, ou bien une puissante renaissance des penser et des idéaux anciens, ou encore - au cas où rien de cela n'arriverait - une pétrification mécanique, agrémentée d'une sorte de vanité convulsive. En tout cas, pour les 'derniers des hommes' de ce développement de la civilisation, ces mots pourraient se tourner en vérité : 'spécialistes sans vision et voluptueux sans cœur - ce néant s'imaginer avoir gravi un degré de l'humanité jamais atteint jusque-là' »¹.

Cette autonomisation des sphères s'est doublé – c'est notre hypothèse – d'un déplacement des enjeux de la sphère de l'économie réelle à celle de la sphère financière. De ce fait, les analyses marxistes du système productif restent pertinentes, mais sont marginalisées par rapport aux enjeux qui découlent de la globalisation des marchés.

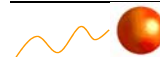
Ainsi, l'idée de l'aliénation d'une classe ouvrière doit faire progressivement place à une analyse des divers mécanismes, souvent diffus, d'exclusion sociale due à la dualisation qui est une des facettes de cette globalisation. Reconstruire la logique sous-jacente à ces évolutions pourrait constituer une première étape de réflexion vers la recomposition de l'action collective.

¹ Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, trad., de l'allemand par J. Chavy, Paris, Plon, 1964, pp. 250-251.

Le Pôle de Philosophie sociale du Centre Interfaces

REBONDS

N°7 (2000)



Les origines

Inauguré en mars 1999, le Centre Interfaces est une création conjointe de la Compagnie de Jésus et des Facultés Notre-Dame de la Paix à Namur. Il est organisé en deux pôles distincts : le *Pôle Pédagogique* est chargé d'assurer l'interface entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur et universitaire. Le *Pôle de Philosophie sociale* assure quant à lui l'interface entre la recherche universitaire en sciences humaines et le monde de l'action sociale.

Les personnes

Le Pôle de Philosophie sociale occupe une personne à temps plein, Muriel Ruol, engagée à la fois dans la recherche et la construction du projet.

Le Pôle Pédagogique comprend quant à lui 3 personnes, détachées de l'enseignement secondaire : Pascale Prignon, Barbara Dufour et Alain Maingain.

Les objectifs

Le Pôle de Philosophie sociale a une double vocation de centre de recherche et de centre de formation. Il vise

- A contribuer, par ses activités, à la formation d'une conscience critique en société et à l'apparition de formes nouvelles de créativité collective dans l'espace politique ;
- A stimuler les interactions entre partenaires issus du monde universitaire et du monde de l'action sociale, débouchant si possible sur des initiatives et des productions communes.
- A développer une réflexion philosophique propre qui se positionne clairement dans les débats de société.

Le secrétariat

Est assuré par Stéphanie Médina.

Vous voulez recevoir Rebonds régulièrement ? Contactez-nous !

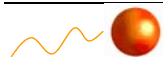
- Interfaces@fundp.ac.be
- <http://www.fundp.ac.be/institution/autser/interfaces/interfaces.htm>
- secrétariat : ☎ 081 - 72 51 97; fax 081 - 72 51 98

Les activités

Ces objectifs sont poursuivis à travers l'animation et l'organisation de formations de formateurs, de séminaires de recherche, de journées de réflexion et de colloques. Ces activités sont relayées par le journal Rebonds. Les résultats de la recherche sont publiés dans la série : Cahiers Philosophiques

Les partenaires

Le Pôle de Philosophie sociale interagit avec différents partenaires membres d'associations, formateurs et animateurs d'organismes d'Education permanente, chercheurs liés à divers centres universitaires, étudiants et enseignants.



Liste des publications

Série « Cahiers philosophiques »

N°1: *De la neutralisation au recoupement. John Rawls face au défi de la démocratie plurielle*, octobre 1999, 21 p.

N°2: *Pour en finir avec le « désenchantement du monde ». Démocratie et traditions dans la pensée de J.Rawls*, décembre 2000, 22 p.

N°3: *Pour une responsabilité citoyenne. Le concept rawlsien de « recoupement » peut-il éclairer l'événement de la Marche Blanche ?*, février 2001, 31 p.

N°4: *Former des citoyens responsables. Un défi pour l'enseignement, un défi pour l'action sociale*, mai 2001.

👉 Signalons que ce cahier, écrit en commun avec Pascale Prignon (Pôle Charnière) est à paraître également dans la série : *Cahiers pédagogiques* dont il constituera le n°8.

N°5: *Civisme et dés-engagement. Le citoyen face aux structures*, mars 1999, 10 p.

N°6: *Ingérence et non-ingérence. Sur un prétendu droit d'intervenir par humanité*, mars 2001, 9 p.

N°7: *Sens et non-sens de l'action solidaire. Partie 2. De la militance à l'engagement*, septembre 2000, 6 p.

Série « Rebonds »

N°1: *Suivre le mouvement ou ramer à contre-courant: le dilemme de l'Education permanente. Echos de la formation inter-mouvements du MOC*, octobre 1998, 8 p.

N°2: *Sens et non-sens de l'action solidaire. Partie 1. Le contexte. Une modernité en crise*, décembre 1998, 7 p.

N°3: *Le nouvel esprit du capitalisme. Partie 1. Un modèle de changement. Dossier préparatoire au colloque "Mondialisation et mutations du capitalisme"*, avril 2000, 11 p.

N°4: *Le nouvel esprit du capitalisme. Partie 2. Les étapes d'une recomposition. Dossier préparatoire au colloque "Mondialisation et mutations du capitalisme"*, juin 2000, 9 p.